
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 8 (1980)

DOI: 10.11588/fr.1980.0.50462

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Hans Joachim HOPPE, *Bulgarien – Hitlers eigenwilliger Verbündeter. Eine Fallstudie zur nationalsozialistischen Südosteuropapolitik*, Stuttgart 1979, 309 p. *Studien zur Zeitgeschichte*.

Ce livre comble une lacune dans l'historiographie des relations germano-bulgares et soutient une thèse qui va à l'encontre des idées reçues. Alors que l'opinion commune considère que la Bulgarie a été un allié fidèle du III^e Reich et ignore les efforts déployés par ses dirigeants pour se tenir à l'écart de la seconde guerre mondiale, M. Hoppe démontre en s'appuyant sur des documents de première main que les Bulgares ont résisté avec succès aux pressions des Allemands qui souhaitaient les voir participer aux combats. Selon lui, le tsar Boris III et ses successeurs ont usé de tactiques diverses pour maintenir une position de neutralité face aux belligérants, ce qui leur a permis d'obtenir de l'Allemagne des avantages substantiels en échange de concessions mineures et de maintenir des relations diplomatiques avec l'Union Soviétique tout en facilitant les entreprises guerrières de Hitler dans les Balkans. L'effondrement du front allemand en 1944 face à la poussée des armées soviétiques et l'indifférence des démocraties occidentales au sort de la Bulgarie ont scellé l'échec de cette politique; en dépit des vicissitudes des relations intraeuropéennes depuis la fin de la guerre, la Bulgarie a néanmoins réussi à affirmer son identité au sein du camp socialiste après l'intermède stalinien et en 1973 la normalisation des relations avec la RFA n'a pas soulevé de difficultés particulières dans la mesure où les Bulgares n'avaient pas eu trop à se plaindre des procédés des Allemands à l'époque nazie et où les courants d'échanges traditionnels n'avaient pas été interrompus.

Cette monographie sur un aspect particulier de la «politique national-socialiste en Europe du Sud-Est» procède d'une thèse de doctorat soutenue devant l'Université de Cologne pendant l'année universitaire 1976/77 et se signale par les qualités de rigueur et de méthode qui sont propres à ce genre d'exercice. Pour mener à bien sa recherche, l'auteur a dépouillé toute la littérature consacrée au sujet et a notamment exploité les archives des affaires étrangères (Bonn) et celles de l'Armée (Fribourg en Brisgau). En bon historien, il évoque le passé avant d'aborder l'étude de la période contemporaine et fait ressortir la continuité des préoccupations bulgares depuis la renaissance de l'Etat au 19^{ème} siècle. Enfin, il ne néglige aucune des dimensions des relations germano-bulgares et analyse soigneusement tous les facteurs qui les conditionnent: le poids des traditions, le régime économique et social, la politique des partis, le commerce extérieur, les aspirations territoriales et l'affrontement des puissances dans la région des Balkans.

M. Hoppe rappelle dans quelles circonstances la nation bulgare s'est libérée du joug ottoman, grâce à l'appui de la Russie, et signale qu'elle a dû se plier très tôt aux injonctions des Grands et renoncer aux territoires qu'elle convoitait (Congrès de Berlin en 1878). La fortune des armes lui ayant été contraire pendant la deuxième guerre balkanique et le traité de Neuilly de 1919 l'avant frustrée des acquisitions territoriales que lui avait values son alliance avec l'Allemagne pendant la grande guerre, la Bulgarie fut conduite à adopter ultérieurement une politique plus prudente. Plutôt que de s'aligner sur l'Allemagne, elle tentera de jouer un jeu autonome qui lui permettra d'obtenir satisfaction sans heurter de front l'Union Soviétique et en ménageant les autres pays balkaniques. C'est par la voie diplomatique et en monnayant l'enjeu qu'elle représentait pour l'Allemagne que la Bulgarie a poursuivi la réalisation de deux objectifs essentiels: la révision des frontières et la garantie de sa sécurité contre une menace venant de l'Est.

Dans ces conditions, la Bulgarie ne pouvait qu'approuver les entreprises hitlériennes qui tendaient à mettre en question le système du traité de Versailles et elle a applaudi au traité de Munich de 1938 dans la mesure où il préfigurait d'autres révisions territoriales et participait d'un processus qui était voué à servir ses intérêts à long terme. De fait, le traité de Craiova signé en septembre 1940 accordait à la Bulgarie la province de la Dobroudja du Sud, cédée par la Roumanie dans le cadre d'un règlement global auquel ont pris part tous les Etats balkaniques.

L'année suivante la Bulgarie obtenait de l'Allemagne la Thrace et la Macédoine en échange de facilités militaires à la veille de la campagne contre la Yougoslavie et la Grèce. L'extension de la souveraineté bulgare à ces dernières provinces apparaissait ainsi comme le prix d'une certaine collaboration avec l'Allemagne et il n'y a pas lieu d'être surpris par les difficultés auxquelles s'est heurtée la nouvelle administration lorsque la résistance contre l'Allemagne nazie et ses complices s'y est organisée. Il n'en reste pas moins que M. Hoppe souligne à juste titre la convergence des politiques bulgare et allemande qui s'inspiraient toutes deux d'un refus des résultats de la première guerre mondiale et postulaient une révision des frontières tracées par les vainqueurs.

Si le révisionnisme en politique étrangère explique dans une large mesure le rapprochement entre la Bulgarie et l'Allemagne pendant la période considérée, M. Hoppe ne néglige pas pour autant le rôle du facteur économique. Il relève que l'Allemagne a été le principal partenaire commercial de la Bulgarie et que les importations allemandes étaient nécessaires au développement d'un pays où l'agriculture et l'extraction minière constituaient la principale source de richesse. Or l'intégration de la Bulgarie dans la zone économique allemande s'est accentuée à l'époque où les autorités de Sofia s'efforçaient de préserver leur liberté d'action face à des exigences de plus en plus pressantes de Berlin et cette dépendance économique peut faire douter de la réalité du non-alignement bulgare. Au demeurant, l'armée bulgare était équipée presque exclusivement avec du matériel allemand et comme elle obtenait sans peine ce qu'elle jugeait nécessaire pour parer aux menaces venant de l'Est et du Sud ou pour réprimer les mouvements de résistance dans les territoires acquis en 1941, on ne saurait qualifier de neutre la politique dont elle était l'instrument. En l'occurrence, la politique de bascule entre les grandes puissances menée par la Bulgarie entre 1935 et 1944 se définit moins par référence à des catégories juridiques qu'elle n'illustre les possibilités offertes à des Etats moyens et petits, de réduire l'emprise des Grands et de tirer parti de l'équilibre des forces même dans un contexte aussi défavorable que celui d'une Europe en proie à la guerre et aux entreprises hégémoniques de Hitler.

Le livre de M. Hoppe met en évidence les aspects positifs de la politique bulgare vis-à-vis de l'Allemagne nazie et souligne les avantages temporaires que la Bulgarie en a tiré: non participation à la guerre, acquisitions territoriales et maintien des relations diplomatiques avec l'URSS. Le prix à payer n'aurait pas été exorbitant puisque les dirigeants bulgares se seraient bornés à tolérer le passage des troupes allemandes sur leur territoire et à protéger leur flanc sud tout en entretenant des relations normales avec les alliés. En outre ils se sont toujours insurgés contre l'introduction dans leur pays d'un régime calqué sur celui de l'Allemagne nazie et se sont opposés avec un certain succès aux persécutions antisémites, n'appliquant qu'avec mollesse les lois raciales qui leur avaient été dictées par les Allemands et réussissant à sauver de la déportation la plupart des Juifs bulgares. Bien entendu, une telle politique était condamnée dès lors que l'Union Soviétique, ayant rétabli sa situation militaire et pénétré dans les Balkans, était résolue à y étendre son influence et à s'appuyer sur des régimes entièrement acquis à ses thèses. La volte face bulgare d'août 1944 et la participation aux derniers combats de la seconde guerre mondiale aux côtés des Alliés, ont dissipé les ambiguïtés du non-alignement bulgare et marqué le début d'une ère nouvelle. Le tribut payé par la Bulgarie sur les champs de bataille de septembre 1944 à mai 1945, (30 000 soldats tués) le traitement sévère qui lui fut infligé lors du règlement de paix et les contraintes du socialisme soviétique ont certainement pesé d'un poids plus lourd que les sacrifices consentis vis-à-vis de l'Allemagne pour se ménager une marge de manœuvre diplomatique, à tel point que l'auteur serait enclin à penser que les totalitarismes se suivent mais ne se ressemblent pas.

Plaidoyer en faveur de l'identité nationale bulgare, justification voilée de la politique du III^{ème} Reich dans les Balkans et variation sur le thème de l'équilibre des forces et du jeu des Etats sur la scène internationale, le livre de M. Hoppe répond à des qualificatifs divers mais il se veut avant tout celui d'un historien soucieux de reconstituer le passé selon des méthodes éprouvées et desirieux d'offrir à ses compatriotes des éléments de réflexion incontestables sur une

période difficile de leur histoire. A cet égard son étude sur les relations de la Bulgarie avec l'Allemagne de Hitler est un ouvrage de référence qui fait autorité en la matière.

Jean KLEIN, Paris

Arnulf MOSER, *Das französische Befreiungskomitee auf der Insel Mainau und das Ende der deutsch-französischen Collaboration 1944/45*, Sigmaringen (Verlag Thorbecke) 1980, 40 p. (Konstanzer Geschichts- und Rechtsquellen, hg. vom Stadtarchiv Konstanz, 25).

Le 25 février n'est pas seulement le jour où on a enterré un homme nommé Jacques Doriot, ce jour là on a enterré la collaboration. Bien sûr le «gouvernement» Pétain ne quitta Sigmaringen que fin avril, le dernier journal collaborationniste paraîtra le 21 avril, et encore dans les premières journées de mai 1945 des soldats français défendirent en uniforme allemand Berlin. Mais avec la mort de Doriot, tué sur une route par des avions de chasse et dont les circonstances mystérieuses ne pouvaient être élucidées par Moser, toute collaboration était devenue factice.

Le petit livre de Arnulf Moser a le mérite de retracer minutieusement les derniers mois dramatiques de Doriot et de son Comité de la Libération Française. Il essaye aussi de prendre en considération l'aspect régionaliste. Pour cela il a puisé non seulement dans les archives de Constance, mais il a pu recueillir également des renseignements personnels des habitants de Mainau, le dernier lieu de séjour de Doriot.

En Novembre 1944 Doriot s'était installé avec une centaine de collaborateurs dans le château du comte Bernadotte sur l'île – Constance étant une des villes les moins touchées par la guerre. Dans les derniers mois de la guerre Doriot était de tous les «collaborateurs» qui s'étaient rendus en Allemagne le plus favorisé par les Allemands. Avec son dynamisme habituel il développa sa propagande pour préparer les Français à une nouvelle libération par l'Ouest: des juifs, des bolcheviks, des Anglo-Saxons et de de Gaulle qui n'était que leur «instrument». Début 1945 il fondait le Comité de la Libération Française, lequel, contrôlé et soutenu par les Allemands essayait de dresser un mouvement de résistance contre de Gaulle. A travers Radio Patrie, installé à Bad Mergentheim et le journal «Le Petit Parisien» il essayait d'atteindre les Français.

Les relations entre le gouvernement de Sigmaringen et le Comité de Doriot n'ont jamais été clarifiées, mais Doriot – qui à l'encontre des Français de Sigmaringen semble avoir gardé foi dans son idée d'une Europe nouvelle, une Europe fondée sur la collaboration franco-allemande – réussit à réunir dans son comité de nombreux collaborateurs, entre autres Fernand de Brinon. Un certain succès parce qu'en exil, comme en France, les éternels clivages subsistaient . . .

L'histoire de cet épilogue à la collaboration française est non seulement précis, mais aussi, bien écrit et compréhensible.

Jürgen HEIMSOETH, Freiburg

Brewster S. CHAMBERLIN, *Kultur auf Trümmern*. Berliner Berichte der amerikanischen Information Control Section Juli-Dezember 1945, Stuttgart (Deutsche Verlags-Anstalt) 1979, in/8°, 252. (Schriftenreihe der Vierteljahrshäfte für Zeitgeschichte, 39).

Le «Projet OMGUS» commence à porter ses fruits: la mise en microfiches des archives du Gouvernement Militaire américain en Allemagne entre 1945 et 1949, Office of Military Government for Germany (United States). Ces microfiches, reproduisant environ 20% des documents qui constituent au total plus de trois kilomètres d'archives, devraient être mises à la